



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCI Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email: contact@kpmg.tg

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 01/01/2021 au 30/06/2021
B.O.A.D.

68, Avenue de la Libération
BP 1172, Lomé - Togo

*Ce rapport contient 03 pages
L'annexe comprend 36 pages*



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCI Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email: contact@kpmg.tg

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Siège social : 68, Avenue de la Libération, B.P. 1172 Lomé - Togo
Capital social : FCFA 1 155 000 000 000

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Introduction

Nous avons effectué l'examen limité des comptes individuels semestriels résumés de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. Ces comptes comprennent l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que les notes annexes.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément à IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ».

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme ISRE 2410, « Examen limité de l'information financière intermédiaire effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit, et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous ne formulons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité de l'information financière intermédiaire au 30 juin 2021 avec la norme IAS 34 du référentiel IFRS tel qu'émis par l'IASB relative à l'information financière intermédiaire.

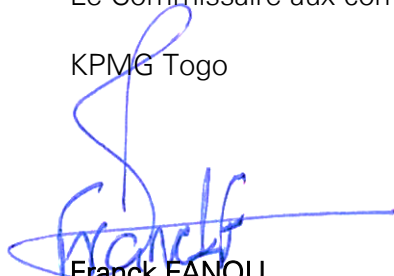
Observation

Nous attirons votre attention sur la note 2.8 qui expose l'impact des changements d'estimations comptables intervenus suite à la modification de certains paramètres de risque de crédit de la banque au 30 juin 2021. Notre conclusion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Lomé, le 22 septembre 2021

Le Commissaire aux comptes

KPMG Togo



Franck FANOU
Associé



BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Annexe :

Etats financiers semestriels au 30 juin 2021



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
DE LA BOAD AU 30 JUIN 2021**

SEPTEMBRE 2021

SOMMAIRE

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE AU 30 JUIN 2021	1
B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2021	5
Etat de la situation financière	6
Etat du résultat global	7
Tableau de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD	10
NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES	10
NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES	13
NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	16
NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI	16
NOTE 6. PARTICIPATIONS	19
NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	22
NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	22
NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI	24
NOTE 10. FONDS AFFECTÉS	26
NOTE 11. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	26
NOTE 12. CAPITAUX PROPRES	27
NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE	29
NOTE 14. COÛT DU RISQUE	30
NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT	30
NOTE 16. GESTION DES RISQUES	30
NOTE 17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	31
NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN	32
NOTE 19. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES COMPTES DE LA BANQUE	33
NOTE 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	33

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE
AU 30 JUIN 2021

1- CONTEXTE

La croissance de l'économie mondiale¹ devrait s'établir à 6,0% en 2021 après une contraction de 3,2% en 2020 imputable à la crise sanitaire qui a eu des répercussions importantes sur les économies.

Dans les pays avancés, la croissance atteindrait 5,6% en 2021 après -4,6% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est projetée à 6,3% en 2021 contre -2,1% en 2020. En Chine et en Inde, elle passerait respectivement de 2,3% et -7,3% en 2020 à 8,1% et 9,5% en 2021.

En Afrique Subsaharienne, la croissance économique devrait rebondir pour atteindre 3,4% en 2021 après -1,8% en 2020. En Afrique du Sud, elle serait de 4,0% en 2021 contre -7,0% en 2020. Au Nigéria, la croissance s'établirait à 2,5% en 2021 après -1,8% en 2020.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance économique est projeté à 5,7% (contre 1,6% en 2020), sous l'hypothèse d'une maîtrise de la pandémie de la COVID-19. Tous les secteurs d'activité contribueraient à cette évolution. L'activité du secteur primaire progresserait de 3,7% sous l'impulsion de la hausse de la production vivrière et de l'offre de produits de rente. Le taux de croissance du secteur secondaire serait de 7,6% porté, notamment, par l'essor des BTP et la reprise de l'industrie extractive. La valeur ajoutée du secteur tertiaire progresserait de 5,8% en liaison avec le dynamisme retrouvé dans les sous-secteurs « Commerce » et « Transports et télécommunications » ainsi que le renforcement de l'activité des unités du sous-secteur « Banque, assurance et autres services ». La hausse des prix devrait rester modérée en deçà de la norme communautaire (taux d'inflation inférieur à 3%).

2- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Les évènements significatifs de la période sous-revue sont ceux ci-après :

2.1 Prise de fonction d'un nouveau vice-président

Au cours du premier semestre, la Présidence de la BOAD a été renforcée avec la prise de fonction d'un vice-président portant ainsi le nombre de vice-présidents à deux.

2.2 Entrée en vigueur du Plan Djoliba

L'activité est notamment marquée par l'entrée en vigueur du Plan stratégique 2021-2025 de la Banque (Plan Djoliba). Il est le principal référentiel des interventions de l'Institution pour le prochain quinquennat. L'objectif global du Plan Djoliba est d'augmenter l'impact des interventions en termes de résultats de développement afin d'améliorer davantage les conditions de vie des populations de l'Union.

2.3 Demarrage de la mise en œuvre du projet OASIS (transformation organisationnelle de la Banque et conduite du changement)

Pour accroître l'efficacité opérationnelle et afin de réaliser pleinement les ambitions affichées dans le Plan Djoliba, la Banque a engagé un processus de transformation devant aboutir à une évolution en profondeur de son organisation et fonctionnement. Il s'agit

¹ Perspectives de l'économie mondiale, Juillet 2021 (FMI).

pour l'Institution de se doter des capacités requises pour être plus efficace sur toute la chaîne de valeur, à savoir de l'origination au suivi-évaluation des résultats de développement en passant par la structuration, le financement et la distribution. Une nouvelle organisation de la BOAD est entrée en vigueur le 1er août 2021. Les diligences relatives à la conduite du changement ont démarré et se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2021.

2.4 Réalisation de la première émission obligataire à objectifs de développement durable

L'axe 3 du Plan Djoliba porte sur le renforcement de la résilience des Etats face au changement climatique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet axe, la Banque a effectué une émission d'obligations à objectifs de développement durable (Sustainable Bond) d'un montant de 750 M d'euros (492 Mds FCFA) à des conditions favorables et bien adaptées au financement du développement dans la zone UEMOA. Il s'agit de la première opération du genre en Afrique.

2.5 La conduite des diligences du projet PENINSULA (augmentation de capital)

La Banque travaille à la structuration d'une opération de doublement de son capital.

La réalisation de cette opération capitale du Plan Djoliba devrait permettre à la BOAD d'accroître de 50% le niveau des engagements par rapport à celui du Plan précédent.

2.6 Revue annuelle du rating de la BOAD

Au terme de leur revue annuelle du rating de la BOAD, les deux agences de notation ont confirmé la qualité de la signature de la Banque dans la catégorie « *investment grade* » pour la sixième année consécutive, à savoir « Baa1 » pour Moody's et « BBB » pour Fitch en dépit des effets induits par la pandémie de la COVID-19 sur les économies de la zone. Ces notes confirment la solidité financière de l'Institution, traduisant ainsi sa résilience face à la crise sanitaire, de même que la qualité intrinsèque de sa signature qui demeure l'une des meilleures sur le continent africain. Il s'agit d'un satisfecit pour la BOAD dont la note a été confirmée année après année depuis 2015.

2.7 Poursuite des financements sur le guichet FDC

Le mécanisme de bonification, créé dans les livres de la Banque pour les financements concessionnels, a connu son sixième abondement lors de la réunion du Conseil des Ministres du 17 mars 2021.

Aussi, le montant total des ressources libérées au titre du mécanisme de bonification se chiffre au 30 juin 2021 à 191,15 milliards de FCFA.

Le mécanisme a permis de mettre en place de 2016 au 30 juin 2021, des financements concessionnels d'un montant total de 649,50 milliards de FCFA pour 80 opérations. Par ailleurs, au cours du premier semestre de l'année 2021, le Conseil d'Administration de la Banque a autorisé le financement de douze(12) projets de développement sur le guichet FDC pour un montant total de 57,50 milliards de FCFA et la prise en charge, sur la période 2021-2025, de la bonification de cinq (05) projets de l'Etat de Guinée Bissau financés aux conditions de marché afin de les rendre concessionnels.

2.8 L'évolution des approbations et des décaissements

Au 30 juin 2021, le volume global des financements consentis pour l'année 2021, sous forme de prêts directs et de lignes de refinancement, s'établit à 288,66 milliards de FCFA dont 10 milliards de FCFA de lignes de refinancement dans le cadre des mesures urgentes pour faire face à la crise sanitaire du coronavirus.

Le premier semestre a enregistré 230,75 milliards de FCFA de décaissements sur prêts directs et lignes de refinancement.

2.9 Les résultats financiers

Le total bilan de la Banque ressort à 3 181 milliards de FCFA contre 3 207 milliards de FCFA au 31 décembre 2020. La situation financière de la Banque reste saine. A fin juin 2021, elle est notamment marquée par des fonds propres représentant 28,47% du total bilan et le rapport encours des emprunts / fonds propres (ratio d'endettement) ressort à 229%, en baisse par rapport au 31 décembre 2020 où le niveau était de 240% pour une norme statutaire de 300%. Il faut noter que l'émission internationale d'eurobond 2021-2033 au cours du premier semestre n'a pas induit une hausse du ratio d'endettement du fait du remboursement de l'eurobond 2016-2021.

3- PERSPECTIVES

Les perspectives de la BOAD portent sur les chantiers déclinés dans le Plan Djoliba. Le défi majeur pour la Banque est de préserver, voire améliorer la qualité de sa signature financière internationale pour mobiliser davantage de ressources afin de soutenir convenablement ses Etats membres dans leurs ambitions de développement. Dans ce cadre, elle poursuivra le renforcement de son cadre de gestion des risques et veillera à la consolidation de sa solvabilité et à l'adéquation de ses fonds propres. Les principales mesures de consolidation envisagées sont l'augmentation de capital comme solution de base (projet PENINSULA) et la conduite à terme des projets d'optimisation du bilan.

B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES
AU 30 JUIN 2021

Etat de la situation financière

ACTIF	Note	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	271 499	469 350
Prêts et créances au coût amorti	5	2 707 843	2 562 608
- Créances interbancaires		1 300	34 802
- Créances sur la clientèle		2 279 455	2 166 679
- Prêts au personnel		14 648	11 701
- Portefeuille titres de dettes		405 558	342 544
- Créances sur actionnaires à libérer		6 882	6 882
Participations	6	133 168	129 960
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par le résultat		10 921	10 659
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		122 247	119 301
Comptes de régularisation et actifs divers	7	58 771	35 463
- Actifs dérivés		33 807	20 001
- Comptes de régularisation actif		12 387	3 718
- Autres actifs		12 577	11 744
Immobilisations corporelles	8	6 393	6 223
Immeubles de placement	8	672	691
Immobilisations incorporelles	8	842	725
Actifs non courants détenus en vue de la vente	8	2 245	2 245
TOTAL ACTIF		3 181 433	3 207 265
PASSIF	Note	30/06/2021	31/12/2020
Passifs au coût amorti	9	2 105 455	2 125 764
- Dettes interbancaires		7 739	2 369
- Dettes représentées par un titre		1 506 756	1 448 907
- Autres emprunts		590 960	674 488
Fonds affectés	10	116 107	97 250
Comptes de régularisation et passifs divers	11	25 787	73 393
- Passifs dérivés		12 036	63 902
- Comptes de régularisation passif		11 413	7 638
- Autres passifs		2 338	1 853
Provisions		7 858	7 784
TOTAL Passifs		2 255 207	2 304 191
Capital		247 644	234 346
- Capital souscrit		1 103 650	1 103 650
- Capital sujet à appel		-826 230	-826 230
- Capital à libérer		-28 765	-42 063
- Coût lié à la libération différée du capital		-1 012	-1 012
Primes d'émission		2 622	2 622
Réserves		675 960	666 106
- Réserves affectées aux activités de dévelop.		76 050	76 050
- Réserves de juste valeur sur instruments de capitaux propres		33 238	34 225
- Réserves de couverture de flux de trésorerie		13 628	20 424
- Autres réserves		26	26
- Résultats non distribués		531 745	505 443
- Réévaluation du passif au titre des régimes de retraites		636	636
- Résultat de l'exercice		20 636	29 302
TOTAL Capitaux propres	12	926 225	903 074
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		3 181 433	3 207 265

Etat du résultat global

Compte de résultat	Note	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés		74 537	69 777
Intérêts et charges assimilées		-45 602	-45 414
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts)</i>		28 936	24 363
Commissions (produits)		1 235	1 473
Commissions (charges)		-554	-582
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts et commissions)</i>		29 617	25 254
Gains de change (a)		26 772	57
Pertes de change (b)		-60 344	-4 068
Gains/pertes sur instruments de couverture (c)		42 312	14 715
<i>Gains/pertes nets sur devises (a+b+c)</i>		8 741	10 704
<i>Soustrait</i>		38 358	35 958
Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R		261	185
Dividendes reçus		2 201	2 248
Produit net bancaire	13	40 820	38 391
Coût du risque	14	-12 551	-10 409
Dotations des Etats		3 200	3 200
Autres produits d'exploitation		390	219
Charges liées aux activités de développement	15	-465	-1 040
Charges générales d'exploitation		-10 712	-9 915
- Frais de personnel		-6 456	-6 251
- Amortissements		-579	-597
- Autres		-3 677	-3 067
Autres charges d'exploitation		-45	-46
Autres résultats d'exploitation		-7 632	-7 582
Résultat de la période		20 636	20 400
Éléments susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (a)		-6 796	94 579
Couverture de flux de trésorerie		-6 796	94 579
Éléments non susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (b)		-987	-10 129
Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres		-987	-10 129
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies		0	0
Autres éléments du résultat global (a+b)		-7 782	84 450
Résultat global		12 854	104 850

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital				Primes d'émission	Réserves						Total
	Capital souscrit	Capital sujet à appel	Capital à libérer	Coût lié à la libération différée du capital		Réserves affectées aux activités de développement	Autres réserves	Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	Pertes ou gains résultant de l'évaluation des instruments de capitaux propres à la JVOCI (IFRS 9)	Valorisation des instruments de couverture	Résultats non distribués	
Capitaux propres au 1er janvier 2020	1 103 650	-826 230	-55 740	-1 800	2 622	76 050	26	834	44 041	-20 546	508 819	831 727
<i>Augmentation de capital</i>	0	0										0
Capital à libérer												0
<i>Modifications de la 1ère application d'IFRS 9</i>									0			0
<i>Résultat au 31 décembre 2020 avant affectation</i>											29 302	29 302
<i>Autres éléments du résultat global</i>			13 677					-198	-9 816	40 969	-376	44 257
Libération de capital de l'exercice 2020			13 677									13 677
Ajustements résultats non distribués											-3 879	-3 879
Variation de Juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)									-9 816		3 504	-6 313
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves											0	0
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								-198			0	-198
Variation en OCI des instruments de couverture										40 969		40 969
<i>Autres variations</i>				787								787
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2019</i>											-3 000	-3 000
Transferts												0
Contributions et distributions												0
Total des transactions avec les actionnaires												
Capitaux propres au 31 décembre 2020 et 1er janvier 2021	1 103 650	-826 230	-42 063	-1 012	2 622	76 050	26	636	34 225	20 424	534 746	903 074
<i>Augmentation de capital</i>	0											0
<i>Résultat au 30 juin 2021</i>											20 636	20 636
<i>Autres variations</i>				0								0
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2020</i>											-3 000	-3 000
<i>Autres éléments du résultat global</i>												
Libération de capital de l'exercice 2021			13 298									13 298
Ajustements résultats non distribués											0	0
Variation de Juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)											-987	-987
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves										0		0
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								0				0
Variation en OCI des instruments de couverture										-6 796		-6 796
<i>Sous-total autres éléments du Résultat global</i>			13 298					0	-987	-6 796	0	5 516
Transferts												0
Contributions et distributions												0
Total des transactions avec les actionnaires												
Soide au 30 juin 2021	1 103 650	-826 230	-28 765	-1 012	2 622	76 050	26	636	33 238	13 628	552 382	926 225

Tableau des flux de trésorerie

Eléments		Notes	30/06/2021	30/06/2020
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			30/06/2021	30/06/2020
Résultat de la période			20 636	20 400
<i>Ajustements liés à des éléments non-monétaires et autres éléments</i>				
	Gains/pertes non réalisés		-12 041	-10 844
	Gains de change		-26 772	-57
	Perte de change		30 073	198
	Amortissements		579	597
	Dépréciations		0	0
	Coût du risque		12 551	10 409
	Gains/pertes sur instruments de capitaux propres évalués à la JV/R		-261	-185
	Autres éléments		-3 188	-2 698
			941	-2 581
Variations des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles				
	Créances interbancaires		33 503	4 466
	Décaissement sur créances sur la clientèle		-230 831	-268 104
	Remboursement sur créances sur la clientèle		170 253	229 409
	Autres créances sur la clientèle		-53 949	-49 918
	Prêts au personnel		-2 948	-497
	Portefeuille titres		-63 228	-107 662
	Autres créances		0	0
	Autres actifs		-20 318	-22 845
	Dettes interbancaires		5 370	-90
	Autres dettes		45 231	45 539
	Autres passifs		20 117	76 911
			-96 800	-92 791
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (a)			-75 222	-74 972
Flux de trésorerie des activités d'investissement			30/06/2021	30/06/2020
	Acquisitions d'immobilisations corporelles		-687	-328
	Ventes d'immobilisations corporelles		14	34
	Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-175	-149
	Ventes d'immobilisations incorporelles		0	0
	Acquisitions de participations		-3 941	-540
	Ventes de participations		8	5 500
Flux de trésorerie des activités d'investissement (b)			-4 782	4 517
Flux de trésorerie des activités de financement				
	Ressources provenant des actionnaires		16 728	17 369
	Rachat d'actions		0	0
	Émission de dettes		539 648	47 854
	Remboursement/Dettes représentées par un titre		-528 720	-118 682
	Remboursement/Autres emprunts		-145 503	-54 134
Flux de trésorerie des activités de financement (c)			-117 847	-107 594
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a+b+c)			-197 851	-178 049
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		4	469 350	576 151
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		4	271 499	398 102
INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES				
Flux de trésorerie opérationnels provenant des intérêts et dividendes :				
	Intérêts payés		45 135	49 970
	Intérêts reçus		62 700	59 526
	Dividendes reçus		2 201	2 248

NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) créée par un traité signé le 14 novembre 1973.

La BOAD est devenue opérationnelle en 1976.

Etablissement public à caractère international, la BOAD a son Siège social à Lomé (TOGO) au 68, avenue de la libération et des Missions Résidentes dans chacune des capitales des sept (07) autres pays de l'UEMOA.

Son actionnariat comprend, outre les Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), trois Etats européens (Allemagne, France et Belgique), ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Chine populaire, Exim Bank Inde et le Royaume du Maroc.

La BOAD a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts, de "*promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*" en finançant des projets prioritaires de développement. Elle intervient dans les domaines suivants: développement rural, infrastructures de base, infrastructures modernes, télécommunications, énergies, industries, agro-industries, transport, tourisme et autres services.

Pour financer ses activités, la Banque, aux termes de l'article 37 de ses statuts, peut émettre des emprunts sur le marché intérieur de l'Union ou sur les marchés financiers extérieurs et contracter des prêts auprès des organismes internationaux ou étrangers publics ou privés, de toutes durées d'échéance et de toutes conditions de remboursement, tant en monnaie de l'Union qu'en devises étrangères ou en unités de compte qu'il paraîtra convenable au Conseil d'Administration de la Banque.

Conformément à l'article 44 de ses statuts, la Banque, ses revenus, ses actifs, ainsi que les transactions et opérations qu'elle réalise au titre de ses statuts, sont exonérés de tous les impôts directs ou indirects. Il n'est perçu sur les obligations émises par la Banque ou les intérêts qui en proviennent, quel que soit le détenteur de ces titres, aucun impôt par les Etats ou les collectivités de l'Union.

NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES

Les principes comptables fondamentaux appliqués par la Banque sont résumés ci-dessous.

2.1 Principes de base de présentation des informations financières

Les principes ayant servi de base à la présentation des informations financières sont les suivants :

Les états financiers individuels au 30 juin 2021 ont été établis conformément à la norme comptable IAS² 34 « *Information financière intermédiaire* », telle que publiée par l'IASB³ qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers arrêtés au 31 décembre 2020.

Les états financiers individuels au 30 juin 2021 ont été établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2020, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34.

Par ailleurs, les activités de la Banque ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats au 30 juin 2021 ne sont donc pas influencés par des facteurs de saisonnalité (climat par exemple) .

2.2 Principales bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

2.3 Jugements comptables cruciaux et principales sources d'incertitude pour les estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de la part de la Direction de la Banque, des estimations, hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs, comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment.

Les principaux jugements et estimations sont résumés ci-après.

a) Les principaux jugements

La politique comptable de la Banque exige que les actifs et les passifs soient comptabilisés à leur acquisition dans les différentes catégories comptables. Cette décision exige un jugement significatif portant sur le classement et l'évaluation des instruments financiers conformément à IFRS 9.

b) Les principales estimations

La Banque utilise aussi des estimations pour ses états financiers individuels qui se présentent comme suit :

Evaluation de la juste valeur des participations : A chaque arrêté, la Banque passe en revue son portefeuille de participations afin d'évaluer sa juste valeur en fonction des informations financières disponibles ou des cours boursiers et procède à l'estimation des variations de juste valeur.

² International Accounting Standards (IAS)

³ International Accounting Standards Board (IASB)

Evaluation de la juste valeur des dérivés: A chaque arrêté, la Banque recourt à un spécialiste qui procède à l'évaluation des instruments de couverture mis en place pour se prémunir contre le risque de change sur les emprunts contractés en DTS et en USD.

2.4 Arrêtés intermédiaires

Les comptes au 30 juin 2021, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction de la Banque pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les calculs actuariels relatifs à la provision pour indemnités de départ à la retraite sont réalisés dans le cadre de la procédure budgétaire. L'évaluation de ces provisions au 30 juin 2021 est fondée sur les calculs actuariels prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

2.5 Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la Banque est le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA/XOF). C'est également sa monnaie de présentation.

Tous les chiffres des états financiers de la BOAD sont présentés en millions de FCFA (M FCFA) sauf précision contraire.

2.6 Evénements postérieurs à la clôture des comptes

La Banque procède à l'ajustement de ses états financiers pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle lesdits états financiers sont autorisés pour publication à condition que ces événements se rapportent à des situations existantes à la date du Bilan.

Au cas où ces événements se rapportent à des situations apparues après la date de clôture des comptes mais qui nécessitent une information à fournir, l'état de la situation financière, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie ne sont pas ajustés.

2.7 Arrêté des comptes

Les comptes individuels intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2021 sont arrêtés par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 21 septembre 2021.

2.8 Changements d'estimations comptables

A l'exception des éléments décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées à ces états financiers intermédiaires sont identiques à celles qui ont été appliquées aux états financiers de la Banque clos le 31 décembre 2020.

Changements des paramètres d'estimation des pertes de crédit attendues (ECL) à partir du 30 juin 2021

Au cours du premier semestre 2021, la Banque a initié un processus d'amélioration continue de son approche méthodologique d'estimation des pertes de crédit attendues (ECL). Ce processus a conduit à réviser les paramètres de risque de crédit notamment la probabilité de défaut-PD, la perte finale en cas de défaut-LGD et les facteurs de conversion en équivalent crédit-CCF.

A la date d'arrêté des comptes au 30 juin 2021, l'application des nouveaux paramètres retenus s'est traduite par une évolution des pertes de crédit attendues cumulées qui passe de 87 688 MF CFA (anciens paramètres) à 82 825 MF CFA (nouveaux paramètres). Cette variation est enregistrée comme changement d'estimation comptable ayant une incidence sur les états financiers intermédiaires clos le 30 juin 2021.

Les travaux étant toujours en cours, cette estimation est susceptible d'évoluer lors des arrêts ultérieurs.

NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES

Les normes et interprétations décrites dans les états financiers de la Banque au 31 décembre 2020 ont été complétées par les dispositions des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur pour compter de l'exercice 2021. Il s'agit des normes et amendements ci-après :

3.1 Nouveaux textes publiés par l'IASB et entrés en vigueur

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 30 juin 2021
1 ^{er} janvier 2021	Amendements à IAS 39, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IFRS 16 (Réforme des taux d'intérêt de référence — Phase 2)	Ces amendements mettent l'attention sur les changements à effectuer au niveau des états financiers dans le cas où une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux de référence du fait de la réforme. Trois changements majeurs sont attendus à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • la possibilité pour l'entreprise de continuer à appliquer la comptabilité de couverture lorsque les critères de

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 30 juin 2021
		<p>comptabilité de couverture sont remplis indépendamment de la mise en œuvre des modifications requises par la réforme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la possibilité pour l'entreprise de mettre à jour uniquement le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement de taux de référence alternatif au lieu de décomptabiliser ou d'ajuster la valeur comptable des instruments financiers ; • la divulgation des informations sur les nouveaux risques découlant de la réforme et la façon dont l'entreprise gère la transition vers des taux de référence alternatifs. <p>Aucun impact résultant de cet amendement n'est donc anticipé.</p>

3.2 Textes à venir

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impacts attendus sur les états financiers de la Banque
1 ^{er} janvier 2022	Contrats déficitaires : Coûts d'exécution – Modifications d'IAS 37	<p>Cette modification affecte uniquement les entreprises qui appliquent l'approche « coût incrémental ou différentiel » pour déterminer les coûts d'exécution des contrats. Elle implique de reconnaître des provisions lorsque le moindre des coûts d'exécution du contrat et des coûts de résiliation l'emportent sur les avantages économiques.</p> <p>La Banque applique toujours l'approche « coût total » pour l'exécution de ces contrats. Cette modification n'aura donc aucun impact sur les comptes de la Banque.</p>
1 ^{er} janvier 2022	Améliorations annuelles aux normes IFRS 2018-2020 – Modifications d'IFRS 1, d'IFRS 9, des exemples illustratifs d'IFRS 16 et d'IAS 41	<p>IFRS 1 : Cet amendement offre la possibilité à la filiale ayant adopté les IFRS postérieurement à la société mère d'évaluer les écarts de conversion cumulés aux montants inclus dans les états financiers consolidés de la société mère, en fonction de la date de transition de la société mère aux normes IFRS.</p> <p>IFRS 9 : L'amendement précise que les frais payés nets des frais reçus doivent être inclus pour l'exécution du test des 10% pour la décomptabilisation des passifs financiers.</p> <p>IFRS 16 : L'objectif de cet amendement est d'éliminer la confusion dans l'identification des éléments incitatifs à la location en supprimant l'exemple des paiements du bailleur relatif aux améliorations locatives.</p> <p>IAS 41 : Cet amendement implique l'alignement des exigences « d'évaluation de la juste valeur d'IAS 41 avec celles d'IFRS 13 Évaluation de la juste valeur ».</p>

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impacts attendus sur les états financiers de la Banque
		Aucun impact résultant de ces améliorations annuelles n'est anticipé.
1 ^{er} janvier 2022	Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue – Modifications d'IAS 16	Les amendements interdisent à une entité de déduire les produits générés par une immobilisation pendant son transfert sur site ou pendant sa mise en état, en moins du coût de l'immobilisation. A la place, l'entité devra comptabiliser ces produits de la vente et les coûts correspondants en résultat. L'activité de la BOAD étant bancaire, il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2022	Références au cadre conceptuel – Modifications d'IFRS 3	Cette modification n'est pas applicable dans le cadre des états financiers de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 1 : Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	L'objectif de ces amendements est de préciser les critères de classement des passifs à savoir la dette et les autres passifs en tant que courants ou non courants. L'application de ces amendements n'a pas d'impact matériel sur les comptes de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2023	IFRS 17 « Contrats d'assurance » Amendements à IFRS 17« Contrats d'assurance »	L'activité de la Banque est essentiellement bancaire et n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 17 qui vient remplacer la norme IFRS 4. Il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD.
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 8 « Définition des estimations comptables »	Ces amendements visent à faciliter la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables. L'impact anticipé de ces amendements n'est pas matériel.
1 ^{er} janvier 2023	Amendements à IAS 1 et du Practice Statement « Informations sur les politiques comptables »	L'objectif de ces amendements est d'améliorer la définition du terme « significatif » afin de permettre aux entités d'exercer plus facilement leur jugement en matière de matérialité pour les informations à inclure dans les états financiers. L'application de ces amendements n'aura pas d'impact significatif sur les comptes de la BOAD.

NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie		30/06/2021	31/12/2020
Caisse		32	69
BOAD Siège compte courant BOAD		75	239
Comptes de dépôts des Missions Résidentes et Siège à la BCEAO	4.1	212 088	145 323
Compte spécial Eximbank Japon		15	15
Compte spécial Royaume de Belgique		4 274	4 267
Compte de contribution FDE		1 985	1 985
Compte de règlements BOAD Lomé		21 141	269 200
Comptes de fonctionnement des Missions Résidentes		1 801	958
Comptes Banques et Correspondants		11 829	11 096
Dépôts bancaires à court terme	4.2	12 006	34 006
Dépôts/appels de marge		6 254	2 194
TOTAL		271 499	469 350

4.1- Les comptes de dépôts des Missions Résidentes se détaillent comme suit :

Missions résidentes et Siège	30/06/2021	31/12/2020
Dépôt BCEAO Abidjan	6 361	2 748
Dépôt BCEAO Bamako	101	10 478
Dépôt BCEAO Bissau	1	87
Dépôt BCEAO Cotonou	934	2 828
Dépôt BCEAO Dakar	6 882	5 096
Dépôt BCEAO Lomé	177 202	114 876
Dépôt BCEAO Niamey	186	5 158
Dépôt BCEAO Ouagadougou	20 420	4 053
Total	212 088	145 323

4.2 Les dépôts bancaires à court terme comprennent :

Dépôts bancaires à court terme	30/06/2021	31/12/2020
BOA-CI, compte spécial pour liquidités	996	996
BOA-BN, compte spécial pour liquidités	1 010	1 010
DAT groupe BOA	10 000	0
DAT groupe ORA Bank	0	10 000
DAT Groupe Coris Bank International	0	4 000
DAT UTB	0	10 000
DAT IB Bank	0	5 000
DAT UBA	0	2 000
DAT Banque Outarde	0	1 000
Total	12 006	34 006

NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI

Le poste prêts et créances au coût amorti se décompose comme suit :

Prêts et créances au coût amorti		30/06/2021	31/12/2020
Créances interbancaires	5.1	1 300	34 802
Créances sur la clientèle	5.2	2 279 455	2 166 679
Prêts au personnel		14 648	11 701
Portefeuille titres	5.3	405 558	342 544
Créances sur actionnaires à libérer		6 882	6 882
TOTAL		2 707 843	2 562 608

5.1 Créances interbancaires

Les créances interbancaires regroupent les prêts interbancaires et les intérêts qui y sont rattachés. Les échéances y relatives sont à moins d'un an. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 :

Contreparties	30/06/2021	31/12/2020
BCEAO- INTÉRÊTS SUR COMPTES ORDINAIRES	142	25
BRM	0	12 500
ORAGROUP	0	20 000
INTÉRÊTS COURUS	1 158	2 277
TOTAL	1 300	34 802

5.2 Créances à la clientèle

Les créances sur la clientèle de la Banque comprennent les prêts accordés au secteur public (marchand et non marchand) et au secteur privé.

Tous les prêts de la Banque sont octroyés à taux fixes. Les emprunteurs ont la possibilité de procéder à des remboursements anticipés de ces montants sous réserve des conditions prévues dans les accords et conventions de prêts.

5.2.1 Echancier des créances sur la clientèle

L'échéancier des créances sur la clientèle au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Libellés	30/06/2021	31/12/2020
Créances brutes à la clientèle	2 378 606	2 264 640
dont encours brut des prêts	2 316 215	2 206 285
Inférieur à six mois	119 492	122 444
De plus de six mois à un an	128 824	113 863
De plus d'un an à deux ans	247 399	227 572
De plus de deux ans à trois ans	258 167	227 009
De plus de trois ans à cinq ans	465 059	418 384
De plus de cinq ans	1 097 275	1 097 014
dont avances pour financement d'études	14 507	14 698
dont créances rattachées	47 884	43 657
Total des dépréciations sur la clientèle	-89 663	-88 521
dont dépréciation des créances en souffrance (*)	-58 190	-58 250
dont provisions sur buckets 1 et 2	-31 473	-30 271
Produits différés sur commission	-8 500	-8 603
Ajustement de valeur créances clientèle	-988	-837
Créances nettes à la clientèle	2 279 455	2 166 679

(*) Le montant total de dépréciation des créances en souffrance comprend 50 844 MFCFA au titre des dépréciations sur le principal et 7 346 MFCFA au titre des intérêts et commissions sur les créances en souffrance.

5.2.2 Variation des créances en souffrance

L'encours brut des prêts comprend des créances en souffrance ayant évolué comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période			Solde cumulé au
	31/12/2020 (a)	Augmentations (b)	Reprises (c)	Solde 30/06/2021 (d) = (b) + (c)	30/06/2021 (e) = (a) + (d)
1. Encours brut en souffrance	59 739	0	-120	-120	59 620
2. Dépréciation des prêts en souffrance	-50 904	0	60	60	-50 844
3. Créances en souffrance nettes = (1) + (2)	8 835	0	-60	-60	8 775

Aucun nouveau déclassement ou reclassement n'a été enregistré au cours du premier semestre 2021.

5.3 Portefeuille titres

5.3.1 Tableau de variation des titres de placement

Le tableau de variation des titres de placement au 30 juin 2021 se présente comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période			Solde cumulé au
	31/12/2020 (a)	Mise en place/Augmentations (b)	Remboursements /Reprises (c)	Solde 30/06/2021 (d) = (b) + (c)	30/06/2021 (e) = (a) + (d)
1. Encours brut des titres de placement	334 833	134 396	-69 950	64 446	399 280
2. Créances rattachées sur titres de placement	8 741	10 635	-11 854	-1 218	7 523
3. Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-1 030	-755	541	-215	-1 245
4. Encours nets des titres de placement (principal et créances rattachées) = (1) + (2) + (3)	342 544	144 276	-81 263	63 013	405 558

5.3.2 Détail du portefeuille titres

Le portefeuille titres se décompose comme suit :

Portefeuille titres	30/06/2021	31/12/2020
Obligations Etat du Sénégal	54 375	40 750
Obligations Etat de Côte d'Ivoire	58 286	46 286
Obligations Etat du Bénin	36 857	46 500
Obligations Burkina	45 688	47 625
Obligations Coris Holding	15 000	15 000
Obligations Etat du Mali	46 448	49 448
Obligations Etat du Niger	5 400	5 400
Obligations Etat du Togo	56 748	39 942
Obligations CRRH	9 267	9 917
Obligations BIDC	1 833	2 000
Obligations SONATEL	10 000	10 000
Bons du Trésor du Burkina	0	11 099
Bons du Trésor du Mali	8 989	10 556
Bons du trésor du Niger	15 000	0
Bons du trésor de la Côte d'Ivoire	35 199	0
Certificat de dépôt BRM	200	400
Sous-total 1-encours bruts	399 289	334 923
Primes/Obligations	-10	-90
Sous-total 2-encours nets de primes	399 280	334 833
Intérêts à recevoir	7 523	8 741
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-1 245	-1 030
TOTAL	405 558	342 544

Tous les titres du portefeuille détenus par la Banque sont à terme.

5.3.3 Echancier du portefeuille titres

L'échéancier du portefeuille titres au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Echéancier	30/06/2021	31/12/2020
Inférieur à six mois	45 259	43 042
De plus de six mois à un an	61 834	15 060
De plus d'un an à deux ans	108 263	75 297
De plus de deux ans à trois ans	63 925	70 346
De plus de trois ans à cinq ans	87 157	83 366
De plus de cinq ans	32 851	47 812
<i>Sous-total 1-encours bruts</i>	<i>399 289</i>	<i>334 923</i>
Primes d'émission/Bons et obligations	-10	-90
<i>Sous-total 2-encours nets de primes</i>	<i>399 280</i>	<i>334 833</i>
Intérêts à recevoir	7 523	8 741
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-1 245	-1 030
TOTAL	405 558	342 544

NOTE 6. PARTICIPATIONS

6.1 Stratégie de prise de participations de la Banque

L'activité de prise de participations trouve ses fondements dans les statuts de la Banque, qui prévoient : (i) en leur article 2, entre autres, que « ... la Banque, ... devra contribuer notamment au financement par participation au capital, par octroi de prêts ... » et (ii) en leur article 30, qu'elle « peut constituer ou participer à la constitution du capital d'institutions ou entreprises ». L'objectif visé est notamment de permettre le renforcement des fonds propres et la capacité d'expertise des entreprises opérant dans l'Union. Conformément à cette mission et en application de cette stratégie, la BOAD est intervenue dans tous les Etats de l'Union sous forme de prise de participations dans l'actionnariat de plusieurs entreprises. Ces interventions ont concerné aussi bien des entreprises du secteur financier (banques, établissements financiers) que des entreprises du secteur non financier (énergie, télécommunication, hôtellerie, transport aérien, etc.). La stratégie de prise de participations de la Banque se décline comme suit en termes de :

- **Objectif** : remplir la mission de développement de la Banque tout en mettant davantage l'accent sur la rentabilité financière conformément aux orientations stratégiques de la Banque.
- **Secteurs d'intervention** : tous les secteurs éligibles au financement de la Banque.
- **Modalités d'intervention** : lors de l'entrée dans une opération, la Banque devra avoir une visibilité suffisante des conditions et modalités de sortie, le moment venu. La cession des titres de participation pourra se faire en Bourse pour les actions cotées et aux conditions conventionnelles les meilleures pour les actions non cotées.

- **Positionnement dans les organes d'administration** : conditionner chaque prise de participation à l'attribution à la Banque d'un poste de membre d'un organe d'administration (Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité de Crédit ou d'investissement, etc.).

En complément de la stratégie de prise de participations, la BOAD a pris des dispositions idoines en vue de (i) s'adapter à l'évolution et aux exigences du secteur financier de l'UMOA (relèvement du capital minimum des banques et établissements financiers) et (ii) prendre en compte la spécificité du secteur agricole au regard de son importance dans les économies des pays de l'Union.

6.2 Variation des titres de participation

6.2.1 Tableau de variation des titres de participation

Les variations en valeur brute et nette des participations se présentent comme suit :

Variation des titres de participation	30/06/2021	31/12/2020
Valeur brute des participations au 1er janvier	93 888	92 991
Acquisitions	3 941	3 973
Cessions	-8	-3 076
Valeur brute des participations	97 822	93 888
Gains et pertes latents sur instruments en JVOCI non recyclables	33 237	34 225
Gains et pertes comptabilisés en résultat sur instruments en JVR	2 109	1 847
Valeur nette des participations	133 168	129 960

6.2.2 Répartition des titres de participation par contrepartie

Les participations comptabilisées dans l'état de la situation financière sont détaillées par contrepartie dans les tableaux ci-après :

- a) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par le résultat (JVR) entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021

N°	Pays	Participations	% Détention	30/06/2021				31/12/2020			
				Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b)	Plus/Moins values de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)	Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b)	Plus/Moins values de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	FOAI - Sicav ABDOU DIOUF	15.8%	2 500	1 063	163	3 727	2 500	1 126	-62	3 563
2	h-umoa	FEFISOL	8.2%	1 312	52	0	1 364	1 312	60	-9	1 363
3	SN	FCP/FC BOAD	100.0%	5 000	733	98	5 831	5 000	438	295	5 733
TOTAL				8 812	1 848	261	10 921	8 812	1 624	224	10 659

b) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (JV/OCI) non recyclables entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021

N°	Pays	Participations	% Détention	30/06/2021				31/12/2020			
				Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (c)	Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	SOAGA	19,3%	103	11	116	218	103	15	105	208
2	TG	CAURIS CROISSANCE	0,0%	0	0	0	0	0	0	0	0
3	SN	BNDE	9,1%	1 000	120	2 167	3 167	1 000	82	2 047	3 047
4	h-uemoa	CAURIS CROISSANCE II	17,7%	4 226	0	-1 841	2 385	4 221	-1 174	-1 841	2 380
5	TG	GARI S. A.	11,6%	1 500	-71	1 095	2 595	1 500	-128	1 165	2 665
6	MA	BDM Mali	16,0%	600	723	17 702	18 302	600	983	16 979	17 579
7	BN	BOA Bénin	2,3%	98	145	1 802	1 900	98	41	1 657	1 755
8	NG	SONIBANK Niger	9,5%	1 082	-25	2 360	3 442	1 082	257	2 385	3 467
9	CI	BHCI Côte d'Ivoire	2,2%	150	92	-150	0	150	-261	-242	-92
10	NG	BOA Niger	5,7%	137	276	2 745	2 882	137	86	2 469	2 607
11	TG	BIA Togo	5,2%	392	22	232	624	392	72	210	602
12	h-uemoa	Afreximbank	0,3%	2 500	543	2 146	4 646	2 500	224	1 603	4 103
13	SN	Banque Régionale de Marché (BRM)	4,0%	400	0	-400	0	400	-80	-400	0
14	BF	Banque de l'Habitat du BF	0,9%	200	0	-74	126	200	22	-74	126
15	CI	BRVM	9,2%	56	20	531	587	56	-46	511	567
16	CI	DC/BR (BRVM)	9,1%	140	29	235	375	140	16	206	346
17	TG	CICA RE	2,0%	999	75	469	1 468	999	51	394	1 393
18	MA	MANDE Hotel	16,7%	50	-6	235	285	50	-11	241	291
19	CI	CIPREL	2,0%	584	74	1 686	2 270	584	-99	1 612	2 196
20	TG	ASKY (EX SPCAR)	16,8%	5 990	-675	-5 990	0	5 990	675	-5 315	675
21	CI	RASCOM	7,1%	1 600	0	-1 600	0	1 600	0	-1 600	0
22	h-uemoa	PROPARCO	0,7%	4 347	-80	817	5 164	4 347	-257	897	5 244
23	TG	BOAD-Titrisation	100,0%	500	-86	-315	185	500	0	-229	271
24	TG	CRRH-UEMOIA	15,6%	1 543	106	1 076	2 619	1 543	177	970	2 513
25	h-uemoa	Fonds Agricole pour l'Afrique (FAA)	2,6%	2 246	-205	-1 476	770	2 254	-1 386	-1 271	983
26	TG	ORAGROUP	2,1%	1 642	-228	4 044	5 685	1 642	0	4 272	5 913
27	BF	Fidélis Finance (ex Burkina Bail)	15,0%	689	144	445	1 134	689	-12	301	990
28	SN	CNCAS	10,5%	1 573	-709	897	2 470	1 573	3	1 606	3 179
29	BF	CORIS BANK	0,0%	0	0	0	0	0	-9 010	0	0
30	CI	Nouvelle BRS CI/ORA Bank CI	34,4%	16 995	0	15 997	32 992	16 995	1 276	15 997	32 992
31	CI	Banque de l'Union Côte d'Ivoire (BDU-CI)	9,6%	1 100	118	419	1 519	1 100	248	301	1 401
32	BF	Banque de l'Union Burkina Faso (BDU-BF)	10,1%	1 100	178	735	1 835	1 100	224	557	1 657
33	Kenya	FAER	4,9%	5 789	183	564	6 353	5 789	-250	381	6 170
34	BF	AMETHIS WEST AFRICAN (AWA)	11,1%	2 514	-392	-1 676	838	2 514	118	-1 284	1 230
35	CI	Air Côte d'Ivoire	7,9%	10 320	-2 127	-9 004	1 315	10 320	-63	-6 877	3 443
36	h-uemoa	Investisseurs & Partenaires/ Développement (IPDEV2)	11,1%	781	-33	-252	528	781	-81	-219	562
37	Bn	Société Immobilière d'Aménagement Urbain SImAU	10,0%	500	64	-52	448	500	-23	-117	384
38	SN	Banque Outarde	13,8%	2 000	-42	-507	1 493	2 000	-110	-465	1 535
39	h-uemoa	Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE2)	4,1%	711	64	-134	577	489	-67	-198	292
40	NG	Banque de l'Habitat du Niger	8,3%	825	-51	-167	658	825	-115	-115	710
41	h-uemoa	Fonds d'investissements dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA	49,5%	4 521	-148	-978	3 542	4 397	-64	-830	3 567
42		ECP Africa Fund IV	1,8%	3 000	1 212	256	3 256	2 608	-540	-956	1 651
43	CI	MANSA BANK	10,0%	1 200	139	-409	792	1 200	-548	-548	652
44	h-uemoa	ADIWALE Fund I	7,5%	309	125	64	373	110	-61	-61	49
45	h-uemoa	AFIG Fund	4,0%	3 000	-573	-573	2 427				
		TOTAL		89 010	-987	33 237	122 247	85 076	-9 816	34 225	119 301

NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et actifs divers comprennent les éléments suivants :

Comptes de régularisation et actifs divers		30/06/2021	31/12/2020
Actifs dérivés	7.1	33 807	20 001
Comptes de régularisation actif	7.2	12 387	3 718
Autres actifs	7.3	12 577	11 744
TOTAL		58 771	35 463

7.1 Actifs dérivés

La répartition des passifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

Actifs dérivés	30/06/2021	31/12/2020
Actifs dérivés à la juste valeur (FVH)	0	0
Actifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	33 807	20 001
TOTAL	33 807	20 001

Les montants des actifs dérivés correspondent à la quote-part de la juste valeur des dérivés mis en place par la Banque afin de se couvrir contre les fluctuations de change sur les flux d'intérêts à payer sur les emprunts libellés en devises. L'augmentation des actifs dérivés au 30 juin 2021 résulte de l'appréciation de la couverture consécutive à la hausse des cours du dollar sur la période.

7.2 Comptes de régularisation actif

Comptes de régularisation actif	30/06/2021	31/12/2020
Dépenses à régulariser	1 293	1 329
Charges constatées d'avance	469	433
Produits à recevoir	666	1 419
Autres comptes de régularisation actif	9 958	537
TOTAL	12 387	3 718

7.3 Autres actifs

Autres actifs	30/06/2021	31/12/2020
Débiteurs divers	4 065	3 068
Préfinancements d'activités	1 413	1 371
Cautions versées	72	71
Avances sur frais de mission	5	1
Avances et acomptes versés	259	240
Autres dotations et subventions à recevoir	6 764	6 994
TOTAL	12 577	11 744

NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

8.1 Immobilisations corporelles

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Immobilisations corporelles	30/06/2021	31/12/2020
Coût d'acquisition	24 035	23 690
Dotations et reprises d'amortissements	-17 643	-17 467
Valeur nette comptable	6 393	6 223

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

Acquisition / Cession d'immobilisations corporelles		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2021	23 690	Solde au 01 janvier 2021	17 467
Acquisitions	687	Dotations	503
Cessions	-342	Reprises	-328
Transférées en immeubles de placement	0	Transférées en immeubles de placement	0
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2021	24 035	Solde au 30 juin 2021	17 643
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2021		6 393	

Le détail par catégorie d'immobilisations corporelles est présenté dans le tableau ci-après :

	Terrains	Bâtiments	Propriétés en construction	Installations et Equipements	Equipements détenus en location-financement	Total
Coût d'acquisition						
Solde au 1er janvier 2020	190	13 389	395	12 328	0	26 302
Acquisitions	0	0	777	643	0	1 420
Transferts	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	0	0	0
Transférées en immeuble de placement	0	0	0	-4 033	0	-4 033
Autres réévaluations	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2021	190	13 389	1 171	8 939	0	23 690
Acquisitions	0	0	0	687	0	687
Transferts	0	0	0	0	0	0
Transférées en immeuble de placement	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	-342	0	-342
Solde au 30 juin 2021	190	13 389	1 171	9 284	0	24 035
Amortissements et cessions cumulés						
Solde au 1er janvier 2020	0	10 044	0	10 361	0	20 405
Charges d'amortissement	0	329	0	723	0	1 052
Transférées en immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Reprises d'amortissement (Cessions)	0	0	0	-3 990	0	-3 990
Dépréciations comptabilisées pendant la période	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2021	0	10 373	0	7 094	0	17 467
Charges d'amortissement	0	163	0	340	0	503
Transférées en immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Reprises d'amortissement (Cessions)	0	0	0	-328	0	-328
Dépréciations comptabilisées pendant la période	0	0	0	0	0	0
Solde au 30 juin 2021	0	10 537	0	7 106	0	17 643
Valeur Nette des immobilisations corporelles au 30 juin 2021						6 393

8.2. Immeubles de placement

Les valeurs nettes des immeubles de placement sont présentées dans le tableau ci-après :

Immeubles de placement	30/06/2021	31/12/2020
Coût d'acquisition	770	770
Dotations et reprises d'amortissements	-98	-80
Valeur nette comptable	672	691

L'évolution de la valeur nette comptable des immeubles de placement entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

Acquisition / Cession d'immeubles de placement		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2021	770	Solde au 01 janvier 2021	80
Acquisitions	0	Dotations	18
Cessions	0	Reprises	0
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2021	770	Solde au 30 juin 2021	98
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2021		672	

8.3 Immobilisations incorporelles

Les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles sont présentées dans le tableau ci-après :

Immobilisations incorporelles	30/06/2021	31/12/2020
Valeur brute	2 322	2 149
Dotations et reprises d'amortissements	-1 480	-1 424
Valeur nette comptable	842	725

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

Acquisition / Cession de logiciels	Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2021	2 149	Solde au 01 janvier 2021 1 424
Acquisitions	175	Dotations 58
Cessions	-1	Reprises -1
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente 0
Solde au 30 juin 2021	2 322	Solde au 30 juin 2021 1 480
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2021		842

8.4. Actifs courants détenus en vue de la vente

En décembre 2019, la Banque a été déclarée copropriétaire d'un ensemble immobilier conjointement avec d'autres co-bailleurs. Cet ensemble immobilier est présenté en tant qu'actif non courant détenu en vue de la vente. Un programme actif de recherche d'acquéreur a été initié.

L'actif détenu en vue de la vente a été enregistré au montant le plus faible entre la valeur comptable de la créance due par le bénéficiaire du prêt (qui ressort à 2 245 MFCFA) et le montant de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. L'éventuel gain ou perte issue de la cession ainsi que les coûts de la vente seront portés en résultat net. Il n'y a aucun produit ou charge accumulé compris dans les autres éléments du résultat global lié à l'actif détenu en vue de la vente.

NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI

Les passifs au coût amorti sont composés des emprunts contractés par la Banque et des dettes qui leur sont rattachées (intérêts et commissions courus non échus).

9.1 Détail du poste « Passifs au coût amorti »

Le détail de ce poste se présente comme suit (en M FCFA) au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 :

Passifs au coût amorti	30/06/2021	31/12/2020
I-Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires BOAD(*)	1 405 952	890 206
Bons BOAD	57 082	57 082
Échéances à moins d'un an/dettes rep. par des titres	21 712	478 999
Sous-total I	1 484 746	1 426 288
II- Autres emprunts auprès des partenaires extérieurs		
Emprunts pour financement de projets à long terme	588 151	599 665
Emprunts pour financement d'études long terme	482	482
Échéances à moins d'un an/emprunts	0	71 677
Sous-total II	588 632	671 824
Total I+II	2 073 379	2 098 112
III- Dettes rattachées aux emprunts & dettes rep.		
Intérêts courus sur dettes représentées par un titre	22 074	22 731
Charges différées sur bons et obligations	-65	-112
Intérêts et commissions courus sur autres emprunts	2 556	2 928
Charges différées sur autres emprunts	-228	-264
Sous-total III	24 337	25 283
IV- Dettes interbancaires (Cauris ROPPA, AFD.....)	7 739	2 369
Total I+II+III+IV	2 105 455	2 125 764

(*) Le montant total des encours sur emprunts obligataires comprend 1 405 282 MFCFA au titre des eurobonds mobilisés en 2017, 2019 et 2021 sur le marché financier international.

9.2 Tableau de variation des emprunts

La variation des emprunts par contrepartie entre le 30 juin 2021 et le 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Emprunts	Encours au 31 décembre 2020	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2021
Dettes interbancaires	2 369	6 931	-1 561	0	0	7 739
TOTAL DETTES INTERBANCAIRES	2 369	6 931	-1 561	0	0	7 739

Tableau de variation des bons et obligations

Emprunts	Encours au 31 décembre 2020	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2021
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	1 312 148	486 276	-434 153	28 958	34 437	1 427 665
BONS	114 140	0	-57 059	0	0	57 081
TOTAL BONS ET OBLIGATIONS	1 426 288	486 276	-491 212	28 958	34 437	1 484 746

Tableau de variation des autres emprunts

Emprunts	Encours au 31 décembre 2020	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2021
IDA	89 243	53 372	-1 046	960		142 528
KfW	174 389	0	-7 034			167 355
AFD	179 331	0	-9 809	0		169 522
BEI	7 289	0	-2 307	0		4 983
BAD	82 542	0	-8 005	0		74 536
ICD	49 197	0	-49 197	0		0
BDC	19 679	0	-6 560	0		13 119
BADEA	15 299	0	-4 449	353		11 203
BNP Fortis	5 659	0	-273	0		5 386
JP MORGAN	49 197	0	-49 197	0		0
TOTAL LIGNES DE CREDIT	671 824	53 372	-137 876	1 313	0	588 632
TOTAL EMPRUNTS	2 100 481	546 579	-630 649	30 271	34 437	2 081 118

9.3 Echancier du passif au coût amorti

L'échéancier des emprunts au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Échéances	30/06/2021	31/12/2020
Inférieur à six mois	57 065	592 249
De plus de six mois à un an	76 329	54 577
De plus d'un an à deux ans	82 881	106 475
De plus de deux ans à trois ans	61 321	78 938
De plus de trois ans à cinq ans	115 579	108 457
De plus de cinq ans	1 687 943	1 159 785
Sous total encours emprunts	2 081 118	2 100 481
Dettes rattachées sur emprunts	24 337	25 283
TOTAL EMPRUNTS	2 105 455	2 125 764

9.4 Ratio d'endettement de la Banque

En application de l'article 37 des statuts, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé que l'encours total des emprunts de la Banque est limité à tout instant au triple de ses fonds propres. Au 30 juin 2021, l'encours des emprunts représente 229% des fonds propres pour une limite statutaire de 300 %.

NOTE 10. FONDS AFFECTÉS

Ils se décomposent comme suit :

Fonds affectés	30/06/2021	31/12/2020
Fonds d'Assistance Technique Belge FAT/B	198	195
Fonds Néerlandais	34	34
Fonds de contrepartie IDA	635	565
Fonds AFD d'Etudes	310	310
Fonds de contrepartie AFD	26	26
Fonds de Partenariat Environnemental	4	4
Fonds Facilité du Sahel KFW	5 627	5 744
Fonds chinois de coopération	139	139
Fonds AFD IV de Renforcement des capacités	30	30
Fonds de Développement Energie	1 985	1 985
Fonds " Assurance Récolte "	2 836	2 836
Centre Régional de Collaboration (CRC)	365	320
Fonds du nouveau mécanisme de bonification	88 935	69 979
Fonds CMS pour la bonification	1 000	1 000
Fonds FEM	1 152	1 152
Fonds d'Adaptation	4 944	5 045
Fonds d'aide Aux Initiatives Régionales (FAIR)	473	473
Fonds du Royaume de Belgique pour libération de capital	4 200	4 200
Fonds KFW-PACAN	3 214	3 214
TOTAL	116 107	97 250

NOTE 11. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

Au 30 juin 2021, les comptes de régularisation et de passifs divers se présentent comme suit :

11. Comptes de régularisation et passifs divers		30/06/2021	31/12/2020
Passifs dérivés	11.1	12 036	63 902
Comptes de régularisation passif	11.2	11 413	7 638
Autres passifs	11.3	2 338	1 853
TOTAL		25 787	73 393

11.1 Passifs dérivés

La répartition des passifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

11.1 Passifs dérivés	30/06/2021	31/12/2020
Passifs dérivés à la juste valeur (FVH)	96	1 290
Passifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	11 940	62 612
TOTAL	12 036	63 902

Les passifs dérivés ont connu une baisse de 51 866 M FCFA entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021. Cette baisse s'explique par l'effet combiné de la hausse des cours du dollar et du DTS observée sur la même période ainsi que l'extinction de la couverture de l'eurobond 2016-2021 suite à son remboursement. Elle vient compenser l'augmentation du risque de change enregistrée sur les emprunts au coût amorti au 30 juin 2021.

11.2 Comptes de régularisation passif

Le détail des comptes de régularisation se présente comme suit :

11.2 Comptes de régularisation passif	30/06/2021	31/12/2020
Recettes à régulariser	7 288	4 648
Charges à payer	3 172	2 953
Produits constatés d'avance	953	36
TOTAL	11 413	7 638

11.3 Autres passifs

Le détail des autres passifs se présente comme suit :

11.3 Autres passifs	30/06/2021	31/12/2020
Créditeurs divers	1 174	1 074
Dettes fournisseurs	1 164	779
TOTAL	2 338	1 853

NOTE 12. CAPITAUX PROPRES

12.1 Détail des capitaux propres

L'évolution des capitaux propres respectivement au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 se présente comme suit :

Capitaux propres	30/06/2021	31/12/2020
Capital souscrit	1 103 650	1 103 650
Capital sujet à appel	-826 230	-826 230
Capital à libérer	-28 765	-42 063
Coût lié à la libération différée du capital	-1 012	-1 012
Capital (A)	247 644	234 346
Primes d'émission (B)	2 622	2 622
Réserves affectées aux activités de développement	76 050	76 050
Autres réserves	26	26
Résultats non distribués	531 745	505 443
Réserves et résultats non distribuables (C)	607 821	581 519
Résultat de l'exercice (D)	20 636	29 302
Réserves de juste valeur sur les instruments de capitaux propres classés en JVOCI non recyclables (IFRS 9)	33 238	34 225
Réserves de couverture des flux de trésorerie	13 628	20 424
Réévaluation du passif au titre des régimes de retraite	636	636
Autres éléments du résultat global (E)	47 502	55 285
CAPITAUX PROPRES (A+B+C+D+E)	926 225	903 074

12.2 Structure du capital de la BOAD

Le tableau suivant donne la structure du capital de la Banque au 30 juin 2021 en valeur nominale et sa répartition en actions. Chaque action confère à son titulaire les mêmes droits et obligations.

ACTIONNAIRES	CAPITAL SOUSCRIT	%	nb d'action	CAPITAL APPELE	CAPITAL LIBERE	CAPITAL A LIBERER	CAPITAL SUJET A APPEL
	(1)=(2)+(5)			(2)=(3)+(4)	(3)	(4)	(5)
CATEGORIE A							
BENIN	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
BURKINA	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
COTE D'IVOIRE	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
GUINEE BISSAU	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 283	1 880	48 487
MALI	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
NIGER	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
SENEGAL	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
TOGO	64 650	5,86%	1 293	16 163	14 398	1 765	48 487
BCEAO	517 200	46,86%	10 344	129 304	115 184	14 120	387 896
	1 034 400	93,73%	20 688	258 608	230 253	28 355	775 792
CATEGORIE B							
France	38 400	3,48%	768	9 600	8 640	960	28 800
Allemagne	2 000	0,18%	40	2 000	2 000	0	0
Belgique	5 600	0,51%	112	1 400	1 400	0	4 200
BEI	4 000	0,36%	80	1 000	1 000	0	3 000
BAD	6 000	0,54%	120	1 500	1 357	143	4 500
EXIM BANK INDE	750	0,07%	15	188	169	19	563
CHINE POPULAIRE	12 000	1,09%	240	3 000	2 700	300	9 000
MAROC	500	0,05%	10	125	125	0	375
	69 250	6,27%	1 385	18 813	17 391	1 422	50 438
	1 103 650	100,00%	22 073	277 421	247 644	29 777	826 230
CAPITAL NON SOUSCRIT	51 350		1 027				
CAPITAL AUTORISE	1 155 000		23 100				

Le tableau ci-après présente le détail du « capital à libérer » figurant dans la structure du capital au 30 juin.

	30/06/2021	31/12/2020
Capital à libérer hors coût lié à la libération différée du capital (a)	28 765	42 063
Coût lié à la libération différée du capital (b)	1 012	1 012
Capital à libérer (a+b)	29 777	43 075

12.3 Fonds propres effectifs

Les fonds propres effectifs de la Banque se décomposent comme suit au 30 juin 2021 et 31 décembre 2020 :

Eléments	30/06/2021	31/12/2020
A- Fonds propres de base * (=1+2)	847 173	816 239
1- Capital et fonds assimilés	247 644	234 346
2- Réserves et fonds assimilés	599 530	581 893
B- Fonds propres complémentaires	58 542	59 529
Fonds propres effectifs (=A+B)	905 715	875 768
C- Fonds propres non versés	20 510	27 306
Capitaux propres (A+B+C)	926 225	903 074

(*) Fonds propres durs pour risques.

NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE

Les détails de cette rubrique se présentent comme suit :

Produit net bancaire	30/06/2021	30/06/2020
1-Produits et charges d'intérêts		
Intérêts et commissions sur prêts	63 544	55 179
Commissions sur garantie d'emprunts obligataires	0	0
Intérêts et produits sur placements	12 228	16 071
Sous-total produits d'intérêts (A)	75 773	71 250
Intérêts et charges sur dettes représentées par un titre	-38 112	-38 204
Intérêts et charges sur autres emprunts	-7 489	-7 520
Autres charges services financiers et commissions diverses	-554	-271
Sous-total charges d'intérêts (B)	-46 156	-45 996
Marge sur intérêts et commissions C=(A)-(B)	29 617	25 254
2.1-Gains et pertes de change		
Gain de change consommé	26 772	57
Gain de change potentiel	0	0
Sous-total gain de change (D)	26 772	57
Perte de change consommée	-30 073	-198
Perte de change potentielle	-30 271	-3 870
Sous-total perte de change (E)	-60 344	-4 068
Perte nette de change F=(D)-(E)	-33 572	-4 011
2.2-Gains/pertes sur instruments de couverture (G)	42 312	14 715
2- Gains/pertes nets sur devises (G)-(F)	8 741	10 704
3- Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R	261	185
4- Dividendes	2 201	2 248
5-Produit Net Bancaire (PNB) = (1)+(2)+(3)+(4)	40 820	38 391

Les gains et pertes de change résultent de la mobilisation par la Banque de ressources en devises hors euros auprès de partenaires financiers et sur le marché financier international

pour le financement des projets. Ils ont fait l'objet de couverture par des opérations d'achat à terme et de swap.

NOTE 14. COÛT DU RISQUE

Le coût du risque se présente comme suit au 30 juin 2021:

Coût du risque	30/06/2021	30/06/2020
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-1 810	-10 249
Reprise de dépréciations sur créances sur la clientèle	60	17
Dépréciations sur portefeuille titres	-739	-341
Reprise de dépréciations sur portefeuille titres	524	0
Perte sur créances couvertes par des dépréciations	0	0
Dépréciation sur autres éléments d'actif	-10 586	0
Reprise de dépréciation sur autres éléments d'actif	0	164
TOTAL	-12 551	-10 409

NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

Ce poste regroupe les charges ayant un lien avec les activités de développement exercées par la BOAD.

Charges liées aux activités de développement	30/06/2021	30/06/2020
Bonification d'intérêts	-465	-1 040
TOTAL	-465	-1 040

NOTE 16. GESTION DES RISQUES

La BOAD a adopté et met en œuvre des processus et dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables (risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels) adaptés à ses activités, à ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne. Les principales catégories de risques (risque de crédit, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité et risque opérationnel) font l'objet de suivi dans le cadre de Comités spécifiques (Comité des Engagements, Comité ALM etc.).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, en application d'IFRS9, le modèle de dépréciation de la Banque intègre d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte des prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (forward looking).

Les objectifs et les règles en matière de gestion des risques financiers sont identiques à ceux appliqués pour les comptes individuels au 31 décembre 2020.

Toutefois, dans l'optique d'une meilleure estimation des Pertes de Credits Attendues (ECL), la Banque a revu certains paramètres de calcul à savoir le LGD (taux de perte finale en cas de défaut), le PD (la probabilité de défaut) et le CCF (facteur de conversion en équivalent de trésorerie).

NOTE 17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

17. 1 Classification des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Banque ainsi que leur classification au 30 juin 2021.

Instruments financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				271 499	271 499	271 499
- Créances interbancaires				1 300	1 300	1 300
- Portefeuille titres- titres de dettes				405 558	405 558	405 558
- Créances sur la clientèle				2 279 455	2 279 455	2 279 455
- Prêts au personnel				14 648	14 648	14 648
- Créances sur actionnaires				6 882	6 882	6 882
- Instruments de capitaux propres	10 921		122 247		133 168	133 168
- Actifs dérivés de couverture	33 807				33 807	33 807
Montant total des actifs financiers	44 727	0	122 247	2 979 342	3 146 317	3 146 317
- Emprunts				2 105 455	2 105 455	2 105 455
- Passifs dérivés de couverture	12 036				12 036	12 036
Montant total des passifs financiers	12 036	0	0	2 105 455	2 117 491	2 117 491

Au 31 décembre 2020, les valeurs comptables et justes valeurs ainsi que la classification des actifs et passifs financiers se présentent comme suit :

Instruments financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs Financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				469 350	469 350	469 350
- Créances interbancaires				34 802	34 802	34 802
- Portefeuille titres- titres de dettes				342 544	342 544	342 544
- Créances sur la clientèle				2 166 679	2 166 679	2 166 679
- Prêts au personnel				11 701	11 701	11 701
- Créances sur actionnaires				6 882	6 882	6 882
- Instruments de capitaux propres	10 659		119 301		129 960	129 961
- Actifs dérivés de couverture	20 001				20 001	20 001
Montant total des actifs financiers	30 660	0	119 301	3 031 958	3 181 919	3 181 919
- Emprunts				2 125 764	2 125 764	2 125 764
- Passifs dérivés de couverture	63 902				63 902	63 902
Montant total des passifs financiers	63 902	0	0	2 125 764	2 189 666	2 189 666

17.2 Classification des instruments financiers par niveau de juste valeur

Le tableau ci-dessous classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 :

	Niveau 1. Cours de marchés actifs		Niveau 2. Techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables		Niveau 3. Techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas fondées sur des informations de marché observables		Montant total	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Actifs dérivés de couverture			33 807	20 001			33 807	20 001
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le résultat			10 921	10 659			10 921	10 659
Instruments de capitaux propres à la JV OCI non recyclables	10 468	10 275	-	-	111 780	109 025	122 247	119 301
Montant total des actifs financiers	10 468	10 275	44 727	30 660	111 780	109 025	166 975	149 961
Passifs dérivés de couverture			12 036	63 902			12 036	63 902
Montant total des passifs financiers	-	-	12 036	63 902	-	-	12 036	63 902

Le tableau suivant recense les techniques d'évaluation des justes valeurs de niveau 2 et 3

pour les instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière et les données non observables clés utilisées.

Type	Techniques d'évaluation	Données non observables clés	Corrélation entre les données non observables clés et l'évaluation de la juste valeur
Contrats de change à terme	Fixation des prix à terme La juste valeur est calculée au moyen de taux de change à terme cotés à la date de clôture et d'évaluations de la valeur actualisée basées sur les courbes de rendement /courbes de taux de crédit de contrat de grande qualité.	Non applicable	Non applicable
Swap de devises	Modèles de swaps La juste valeur correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés. Les estimations de flux de trésorerie futurs à taux variable sont basés sur les taux de swaps cotés, les prix des contrats futurs et les taux d'emprunts interbancaires. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés au moyen d'une courbe de taux élaborée à partir de sources similaires et qui reflète le taux interbancaire de référence utilisé par les intervenants du marché lors de la fixation des prix des swaps de devises.	Non applicable	Non applicable
Instruments de capitaux propres (participations)	Technique des comparables de marché/ flux de trésorerie disponibles actualisés/ actif net comptable. La juste valeur est estimée en fonction (i) des prix des dernières transactions (délai inférieur ou égal à 12 mois), conclues à des conditions normales de marché ou relevant d'une offre de paiement ferme et portant sur plus de 15% du stock existant ou (ii) de la valeur actuelle nette calculée au moyen de taux d'actualisation de titres présentant des rendements/risques similaires ajustée pour tenir compte de la structure financière (à condition que la société ait généré des flux consolidés de trésorerie d'exploitation positifs depuis les deux précédents exercices au moins) ou encore (iii) de la valeur mathématique sur la base des derniers états financiers disponibles.	Non applicable	Non applicable

NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

18.1 Engagements reçus

Ces engagements se répartissent comme suit :

Engagements reçus	30/06/2021	31/12/2020
Engagements d'emprunts à tirer (a)	205 286	258 858
Garanties reçues de Fonds régionaux (b)	30 392	30 955
Total	235 679	289 813

- a) Les engagements à tirer représentent le reliquat non encore encaissé sur les emprunts contractés auprès des bailleurs de fonds.
- b) Cette rubrique correspond aux garanties financières obtenues des fonds régionaux de garantie sur les prêts octroyés par la Banque.

18.2 Engagements donnés

Ils s'analysent comme suit :

Engagements donnés	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de prêts donnés (a)	1 819 215	1 756 631
Avances sur financement d'études	17 990	18 074
Engagements de prises de participations (b)	55 048	58 989
Cautions et autres garanties	10 000	10 000
Total	1 902 253	1 843 694

- (a) Les engagements de prêts donnés correspondent aux accords de financements dont la mise en place reste liée à la réalisation de conditions suspensives ou dont le décaissement effectif est en attente de demandes de tirage de l'emprunteur.
- (b) Les engagements de prises de participations concernent les souscriptions non encore libérées de la BOAD au capital des sociétés.

NOTE 19. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES COMPTES DE LA BANQUE

A la date d'arrêté des comptes intermédiaires au 30 juin 2021 par son Conseil d'Administration et compte tenu de l'évolution de la pandémie, les effets connus et estimés du COVID-19 ont été enregistrés dans les états financiers de la Banque.

En plus des mesures prises par la Banque en 2020, notamment le déclenchement de son plan de continuité des activités (PCA), la dégradation significative des notes des contreparties opérant dans les secteurs lourdement impactés par la pandémie, la Banque a étendu la dégradation à d'autres secteurs afin de mieux anticiper l'effet de la crise sanitaire de la COVID-19.

Par ailleurs, la Banque continuera d'anticiper et de signaler les autres effets financiers du COVID-19 dans ses états financiers au fur et à mesure qu'ils deviennent connus et estimables.

NOTE 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

A la date d'arrêté des comptes au 30 juin 2021 par le Conseil d'Administration de la BOAD, le management de la Banque n'a noté aucun événement postérieur susceptible d'influencer la situation financière et les résultats de la Banque.